

Ecrit par le 2 juillet 2026

Garde d'enfants : le Vaucluse plutôt bien loti



Selon le rapport annuel de la plateforme [Yoopies](#), la plateforme de garde d'enfants du groupe [Worklife](#) le coût de la garde d'enfants avant aides s'élève en moyenne en France à 3,62€/enfant/heure pour les assistantes maternelles (+0,84%) et 9,42€/heure pour la garde à domicile (+1,18%).

Il existe cependant d'importantes disparités entre les régions. Concernant les assistantes maternelles, en Corse, région la plus onéreuse, les parents devront déboursier 4,48€ par heure pour faire garder leurs bouts de chou. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Ile-de-France viennent compléter ce classement avec des tarifs respectifs de 4,22€ et 4,01€ par heure et par enfant. Pour la garde d'enfants à domicile ce podium est constitué de l'Ile-de-France (9,51€/heure) suivie par la région Paca (9,45€/heure) et la Bretagne (9,40€/heure).

Dans la région Sud, c'est le Vaucluse qui affiche les tarifs les plus bas pour les assistantes maternelles (voir tableau ci-dessous). Seuls les départements voisins d'Occitanie et d'Auvergne-Rhône-Alpes sont

Ecrit par le 2 juillet 2026

mieux lotis.

Tarif net moyen 2021 des assistantes maternelles

Département	Tarifs 2021 Assistantes maternelles par heure et par enfant
Alpes-Maritimes	4,41€
Var	4,32€
Bouches-du-Rhône	4,27€
Hautes-Alpes	4,19€
Hérault	4,13€
Alpes-de-Haute-Provence	4,09€
Vaucluse	4,06€
Gard	3,92€
Drôme	3,77€
Ardèche	3,62€
Moyenne Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,22€
Moyenne France	3,62€

Pour la garde à domicile, si les Alpes-de-Haute-Provence sont plus abordables, le coût moyen en Vaucluse reste toutefois inférieur qu'en région. Bien loin des Hautes-Alpes et des Alpes-Maritimes (voir tableau 'Tarif net moyen 2021 de la garde à domicile').

Ecrit par le 2 juillet 2026

Tarif net moyen 2021 de la garde à domicile

Département	Tarifs 2021 Garde à domicile par heure
Hautes-Alpes	9,65€
Alpes-Maritimes	9,55€
Var	9,48€
Hérault	9,44€
Bouches-du-Rhône	9,39€
Vaucluse	9,38€
Gard	9,36€
Drôme	9,36€
Ardèche	9,33€
Alpes-de-Haute-Provence	9,25€
Moyenne Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,45€
Moyenne France	9,42€

De nouveaux besoins de garde à cause du Covid

« La crise du Covid a eu pour effet de bouleverser le secteur de la garde d'enfants, explique Yoopies. Certaines familles ont moins fait appel aux grands-parents et aux crèches pour des raisons sanitaires, le recours à la garde à domicile a ainsi augmenté. Parallèlement, d'autres familles ont réduit le nombre d'heures de garde (moins de plein temps ou de garde péri-scolaire, plus de garde occasionnelle). Un nouveau mode de garde est d'ailleurs apparu : la garde au domicile des parents en présence de ces derniers. Ainsi, la crise sanitaire et les nouvelles organisations de travail ont rendu encore plus nécessaires les solutions de garde individuelles. »

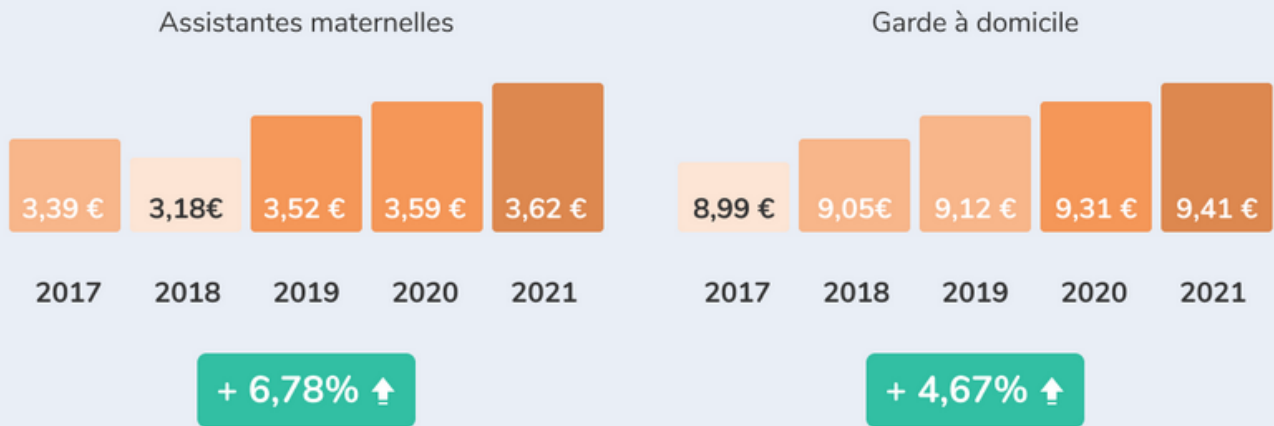
Pour la mise en place d'un crédit d'impôt instantané

Cependant, le coût de ces services reste encore élevé. Le crédit d'impôt de 50% permet de réduire significativement ce budget mais l'avance de trésorerie nécessaire pendant plus d'un an (15 mois en moyenne) empêche la plupart des familles d'en profiter.

« Si le gouvernement a annoncé l'entrée en vigueur du crédit d'impôt instantané dès janvier 2022 pour tous les services à la personne (ménage, aide à domicile pour les personnes dépendantes, jardinage, etc.), il est regrettable que la garde d'enfants soit la seule activité à ne pas en faire partie », juge la plateforme leader du secteur qui estime par ailleurs que la mise en œuvre du crédit d'impôt instantané pourrait sensiblement redynamiser le secteur de la garde d'enfant, créer de nouveaux emplois et combattre le travail au noir. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

Évolution des tarifs depuis 5 ans



La MSA Alpes-Vaucluse a détecté plus de 1,2 M€ de fraude en 2020

Ecrit par le 2 juillet 2026



L'an dernier, [la MSA Alpes-Vaucluse](#) a détecté plus de 1,2M€ de fraude. Ce montant se répartit comme suit : 405 951€ de fraudes aux prestations (contre 339 394€ en 2019) et 799 871€ de fraudes aux cotisations et au titre du travail dissimulé (contre 512 657€ en 2019).

« Cette amélioration de la détection des fraudes est notamment due à des contrôles mieux ciblés », explique la Mutuelle sociale agricole qui gère la protection sociale de près de 83 000 personnes du monde agricole dans les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes et le Vaucluse.

Un impératif de justice sociale

« Les abus et les comportements frauduleux nuisent à l'ensemble de nos bénéficiaires, insiste Corinne Garreau, directrice générale de la MSA Alpes-Vaucluse. La maîtrise des risques de fraude et la lutte contre le travail illégal sont au cœur de nos préoccupations car elle nous permet de garantir le bon droit à la bonne personne. La lutte contre la fraude est donc un impératif de justice sociale et d'efficacité économique qui a pour but de réaffirmer l'équilibre des droits et des devoirs et d'assurer la pérennité de notre système de protection sociale. »

29M€ de fraudes au niveau national

Sur l'ensemble des 35 caisses MSA, le montant de la fraude s'élève à plus de 29M€ sur la même période au niveau national. Dans le détail, le montant de la fraude aux prestations détectée représente 11,5M€

Écrit par le 2 juillet 2026

(-12,75% par rapport à 2019) alors que celui de la fraude aux cotisations (-29,5%) et au travail illégal et dissimulé (-70,5%) se monte à 17,75M€.

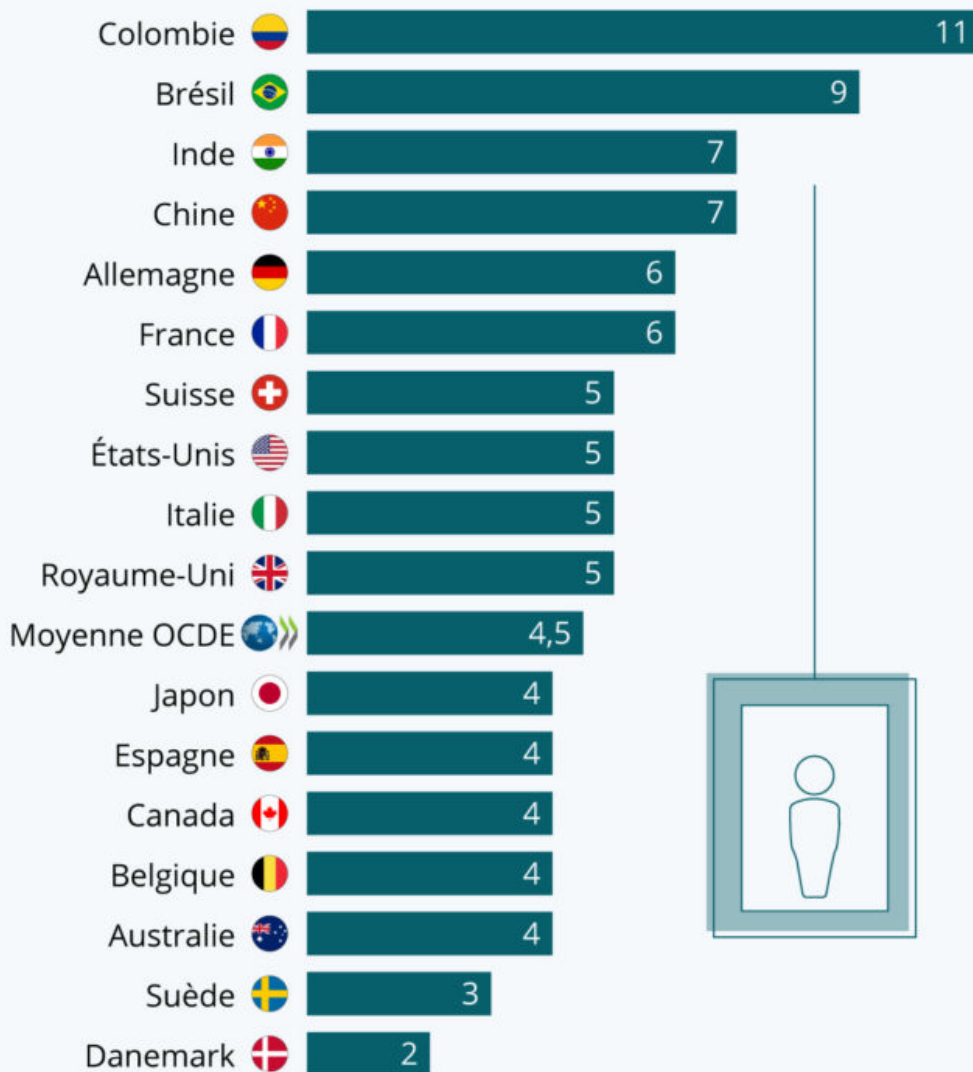
« Dans cette situation exceptionnelle de crise sanitaire, nous avons maintenu notre exigence de veille et de détection des situations abusives et des fraudes tout en adaptant nos actions au contexte économique auprès des entreprises. Nous avons su trouver le bon équilibre », explique François-Emmanuel Blanc, directeur général de la caisse centrale de la MSA.

L'ascenseur social est-il en panne ?

Écrit par le 2 juillet 2026

L'ascenseur social en panne ?

Nombre de générations nécessaires à ceux issus de familles modestes pour atteindre le niveau de revenu moyen de leur pays *



* Données de 2018 dans une sélection de pays de l'OCDE.
Familles modestes : parmi les 10 % les plus pauvres du pays.
Source : OCDE



statista

Ecrit par le 2 juillet 2026

L'ascenseur social est-il en panne ? Alors que les [inégalités de revenu](#) se creusent depuis plusieurs décennies, la mobilité sociale marque le pas. Les personnes situées au bas de l'échelle ont en effet de plus en plus de difficultés à gravir les échelons, tandis que les plus grosses fortunes parviennent, de manière générale, à conserver (voir accroître) leurs privilèges.

Une [étude de l'OCDE](#) publiée en 2018 s'est penchée sur le temps nécessaire aux personnes nées dans des familles à bas revenus (parmi les 10 % les plus pauvres) pour atteindre le niveau moyen de revenus dans leur pays.

Avec six générations nécessaires, la France fait partie des mauvais élèves de l'OCDE, dont la moyenne est de 4,5 générations. L'[Allemagne](#) ne se distingue pas non plus, tandis que l'ascension sociale est un peu plus rapide au Royaume-Uni (cinq générations), en Espagne (quatre générations) et dans d'autres pays voisins.

Comme l'indique notre graphique, la palme de la mobilité sociale revient au [Danemark](#), où deux générations suffisent en moyenne pour qu'un individu issu d'un milieu modeste atteigne le revenu national moyen. À l'autre extrémité du classement se trouve la Colombie (onze générations), un pays qui offre comparativement peu de perspectives d'ascension sociale.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

La pauvreté et la précarité exacerbées par la crise sanitaire

Ecrit par le 2 juillet 2026



C'est ce qui ressort du 'Baromètre 2020' publié par le [Dros](#) (Dispositif régional d'observation sociale) et présenté tout récemment aux membres de la commission 'Prospective' du [Ceser-Sud](#) (Conseil économique, social et environnemental régional de Provence Alpes Côte d'Azur).

Cette étude de l'année écoulée analyse les données des Caisses d'allocations familiales (Caf), des conseils départementaux, des communautés d'agglomérations, des communes, des associations et des experts sur le terrain.

De forte inégalité en Paca

Premier constat : la pauvreté frappe des territoires déjà fragilisés avant la crise. 17% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté (soit 860 000 personnes, dont 25% de jeunes de moins de 30 ans), le revenu mensuel médian s'élève à 1733€ par ménage, 1041€ par personne et la Provence est la 2^e région métropolitaine la plus inégalitaire de France avec une densité plus marquée dans les bassins de vie du Grand Avignon, du Ventoux, du Comtat et d'Arles, mais aussi des Métropoles (Aix-Marseille-Provence et Nice).

Impact sur le marché du travail

La crise induite par le coronavirus a eu un impact direct sur le marché du travail avec une hausse

Ecrit par le 2 juillet 2026

généralisée des demandeurs d'emploi, notamment chez les hommes (+6,5%) et les jeunes de moins de 25 ans (+9%). Du côté des employeurs, réduction des embauches et recours aux dispositifs d'activité partielle. 241 000 personnes ont été privées d'emploi pendant le confinement, dont 3% dans l'industrie (-5 300 emplois), 2,4% dans le tertiaire (-22 200 emplois) et 7,8% dans la construction (-9 300 emplois). Avec la baisse des touristes, nombre d'emplois saisonniers n'ont pas été pourvus. A signaler qu'un milliard d'euros a été versé aux entreprises pour les aider à survivre pendant cette crise.

Fracture numérique avec le RSA ?

Forte hausse également du nombre de bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active) : +9% (9,3% dans le Vaucluse, soit 17 798). Cette aide solidaire a touché 313 205 allocataires, avec leurs familles cela représente 716 000 personnes. Mais il faut savoir par exemple que d'après le Secours Catholique, un tiers des personnes accueillies sont éligibles au RSA et ne le perçoivent pas car elles n'ont pas d'ordinateur et ne savent pas faire de demande dématérialisée par internet.

La précarité alimentaire aussi s'est nettement accrue. 4 tonnes en plus d'aliments ont été distribués à 12 000 bénéficiaires supplémentaires, en raison notamment de la fermeture des cantines scolaires, de la paupérisation des étudiants, des personnes âgées et des familles monoparentales. Pourtant, là aussi l'Etat a mis la main à la poche, apportant 5,7M€ d'aides au lieu d'1M€.

Jeunes et seniors en première ligne

Les jeunes ont été particulièrement touchés par cette crise sociale et économique. Dans le Sud-Est, 100 000 d'entre eux ont moins de 25 ans et sont sans qualification, sans emploi, ni en études, ni en formation. « Le risque de chômage prolongé par la crise pourrait les plonger dans une précarité permanente, voire les exclure de la vie sociale » explique Julie Bertrand, directrice du Dros. Faute de petits boulots, ils ont du mal à se nourrir, se vêtir, se soigner, payer le loyer, les charges, ils ont recours aux Restos du Cœur et aux colis alimentaires pour survivre.

Autre génération fragilisée, celle des personnes âgées. Les plus de 75 ans représentent 11% de la population de Provence Alpes Côte d'Azur et 40% d'entre elles vivent seules. 17% d'entre elles n'ont pas mis le nez dehors pendant des mois par peur du virus notamment. Or le confinement social aggrave l'état psychologique et conduit souvent à une perte d'autonomie et à une plus grande vulnérabilité. A noter que dans le Vaucluse certaines associations se sont mobilisées, autour de Vaison et du Ventoux, par exemple, pour appeler régulièrement les seniors, prendre de leurs nouvelles, leur livrer des denrées alimentaires et des médicaments.

Sous le radar des aides

Enfin, cette crise sanitaire a aggravé une crise sociale déjà existante. Jeunes décrocheurs, étudiants précaires, saisonniers au chômage (tourisme, agriculture, BTP), demandeurs d'asile, SDF, personnes âgées isolées, micro-entrepreneurs qui n'ont pas de revenus antérieurs et donc passent sous le radar des aides.

Le chiffre le plus parlant de cette période difficile concerne la mise à l'abri des plus vulnérables. En 2019, il y avait chaque jour environ 620 places d'hôtel à la disposition des plus démunis pour passer la nuit sous un toit. On est passé à 2 433 en 2020, quatre fois plus, soit une augmentation de 293% et 6 centres d'hébergement d'urgence ont été ouverts pour faire face à la demande. Avant c'étaient des personnes seules, maintenant ce sont des familles entières et des sans abri qui affluent.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Le Dros conclut son rapport par une mobilisation exceptionnelles des professionnels, des élus de tous bords, une aide immense des associations, des bénévoles, une solidarité accentuée, des élans de générosité insoupçonnés, la mise en place de dispositifs transversaux au plus près des populations. Et un esprit d'innovation pour détecter les tendances émergentes fortes, anticiper et intervenir encore plus efficacement à l'avenir pour lutter contre toutes les formes d'exclusions.

L'économie sociale et solidaire cherche sa voie royale



La crise sanitaire pourrait changer notre regard sur ce secteur (ESS) qui arrive de mieux en mieux à conjuguer réalisme économique et utilité sociale et environnementale. Le

Ecrit par le 2 juillet 2026

gouvernement ne s'y est pas trompé, aux territoires de saisir la balle au bond pour promouvoir cette 'autre économie'» moins mondialisée et plus humaine

Voilà des années que ce secteur n'arrive pas à se faire entendre, faute de moyens, du grand public. Il contribue néanmoins, autant que l'industrie, à la richesse nationale (10% du PIB) et occupe quand même 2,4 millions de salariés, soit 12% des salariés du secteur privé.

Mais sa composition en cinq grandes familles (associations, coopératives, mutuelles, fondations et sociétés commerciales ayant la qualité d'entreprises de l'ESS) rebute, par un effet mosaïque : beaucoup de petites structures, des champs d'action hétérogènes, un modèle d'entreprise 'engagée et responsable' qui reste flou et des performances 'extra-financières' difficiles à évaluer.

Depuis l'été dernier, une secrétaire d'Etat chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable a été nommée. Olivia Grégoire agit pour le développement de cette « économie de proximité et d'orientation sociale en période de crise ». La ministre voudrait souligner l'exemplarité de ce tissu de TPE-PME qui met de longue date en avant l'intérêt général au moment de l'entrée en vigueur au mois de mars dernier d'une directive européenne obligeant les entreprises de plus de 250 salariés à publier un rapport sur leur 'pratiques sociales et environnementales'.

Elle promet de mettre le sujet sur la table lors de la prochaine présidence française de l'Union européenne en 2022 et se dit confortée par « une quête de sens chez les jeunes, comme chez les consommateurs ».

L'extension du domaine du fromage de chèvre

Les planètes s'alignent depuis la fin 2020. On sort un peu du flou. Les banques ont obligation - sans sanction - de consacrer 5% des encours du Livret A et du livret de développement durable et solidaires pour financer des crédits à l'ESS, soit environ 9 milliards. Un nouveau coup de pouce a été donné avec les 'contrats à impact' répondant à des besoins qui ne sont pas - ou mal - pris en charge par l'Etat. Les pouvoirs publics ont ainsi annoncé un appel à projet sur l'économie circulaire, un autre sur la lutte contre le gaspillage. La règle est simple : tout projet innovant, porté par des acteurs de l'ESS et financé par des investisseurs privés ou publics doit annoncer des objectifs précis pour être sélectionné. L'Etat délègue sa bourse dès lors qu'ils ont été atteints, le meilleur usage des deniers publics étant confié au mieux disant.

« Ni philanthropie, ni subvention »

« Ni philanthropie, ni subvention », pourrait donc être le slogan de cette action sociale et solidaire, orientée par une solide logique d'investissement humain et financier qui progresse sur le chemin du pragmatisme.

Voilà peut-être la grande nouveauté. [Roland Davau](#), président depuis 2020 de la délégation Vaucluse de l'ESS abonde. « Il y a encore 5 ans, je n'avais aucune idée de ce qu'était ce secteur que j'avais identifié et associé, tout entier, à l'image du fameux producteur de chèvre post soixante-huitard, mais pas du tout à un modèle économique ». Pas de langue de bois pour ce représentant du monde sportif - 600 emplois dans le département nous dit-il - qui préside le Comité départemental olympique et sportif vauclusien. « Avant, nous avons une démarcation bien nette entre une activité économique profitable et tout un secteur d'activité diffus. Celui-ci revendiquait des valeurs et principes éthiques au nom desquels il était légitime d'être placé sous perfusion d'argent public. Aujourd'hui, on a des entreprises imprégnées de réalisme économique qui partagent une vision d'avenir sur quantité de sujets : démocratie, engagement

Ecrit par le 2 juillet 2026

collectif, utilité sociale, stratégie de long terme. »

Et Roland Davau de citer l'exemple ingénieux imaginé par « Les jardins de Solène ». Un transformateur qui achète des légumes au rebut du tri (calibre et aspect) ; les conditionne sous barquettes à composter en « prêts à cuisiner » pour les cantines, collectivités ou points de ventes dans un atelier situé à Pernes-les-Fontaines, employant des personnes en situation de handicap.

Le Vaucluse, une terre de prédilection

Même en temps de crise, les projets sortent, comme celui de l'association « L'étape » soutenu par [l'incubateur Camina](#) d'[Initiative Terre de Vaucluse](#). Il s'agit de l'initiative de deux jeunes femmes, briguant un diplôme de direction d'établissement ou de service d'intervention sociale dispensé par [l'IMF d'Avignon](#) qui propose depuis juin dernier aux centres équestres un service d'équithérapie, soin psychique - médiatisé par le cheval - conduit par un thérapeute. L'association fonctionne avec une dizaine de bénévoles et prévoit dès l'année prochaine d'ouvrir son propre centre près d'Avignon pour former des thérapeutes et accueillir ses publics : personnes en situation de handicap ou présentant des troubles du comportement ou du développement.

« Notre territoire est propice au développement de ces innovations parce que les entreprises de l'ESS y sont davantage présentes qu'ailleurs. Avec 19 000 salariés et 2 200 structures, ce secteur représente environ 15% de l'emploi privé. Il est aussi plus résilient face à la crise et c'est une chance pour son développement », ajoute Roland Davau qui a pris son bâton de pèlerin pour mobiliser préfet, sous-préfet à la relance et président de la chambre régionale de l'ESS autour d'un 'Tour des territoires' destiné à relancer l'activité.

Plan d'urgence de 30M€

Un plan d'urgence de 30M€, promis en janvier, complété par un fonds de solidarité (prolongé jusqu'au 30 juin) et la mobilisation de la [Banque des territoires](#) composent le dispositif de soutien spécifique au secteur ; auquel s'ajoute une quinzaine d'appels à projets pour soutenir son développement, principalement dans les domaines de la solidarité, de l'agriculture et de l'alimentation, de la culture et du tourisme.

Au plan régional, la chambre régionale dont le budget frôle les 870 000€, peine cependant à élargir ses moyens d'action. Elle avait pourtant lancé un fonds (Inves't Provence Alpes Côte d'Azur) - dont elle n'est pas gestionnaire - par émission de titres associatifs en 2019. La prospection des dossiers, ralentie par la crise sanitaire, se poursuit auprès des entreprises d'insertion, de l'habitat et du tourisme social. C'est un écueil au moment où l'oreille du public n'a sans doute jamais été aussi favorable au développement d'une 'autre économie'» moins mondialisée et plus humaine.

Ecrit par le 2 juillet 2026

La collecte des Restos du cœur vient de débuter en Vaucluse



La collecte des Restos du cœur s'est ouverte ce vendredi 5 mars dans 67 magasins du département de Vaucluse. Elle se poursuivra le samedi 6 mars de 9h à 19h. A cette occasion, environ 580 bénévoles sont mobilisés pour collecter, trier et stocker les dons alimentaires et d'hygiène auprès de la clientèle des grandes surfaces et magasins de proximité du département.

Cette collecte nationale représente un moment important pour réalimenter les stocks et assurer la continuité de l'aide alimentaire toute l'année. En Vaucluse, l'association des Restos du cœur regroupe plus de 800 bénévoles accueillant près de 15 000 personnes et distribuant 1,68 millions de repas.

Département : les élus de gauche interpellent le président



Dans une lettre ouverte à Maurice Chabert, le président du Conseil départemental de Vaucluse, les élus du Groupe Socialiste - Europe Ecologie les Verts - Parti Communiste - Divers Gauche interpellent ce dernier sur les politiques publiques du Département et les relations aux agents.

« En 2016, la nouvelle majorité a mis en route une réorganisation avec manifestement une double intention : mettre fin à l'organisation qui représentait encore beaucoup trop l'ancienne mandature et définir une nouvelle stratégie d'implantation territoriale des politiques du département, en particulier dans le domaine de l'action sociale. Force est de constater au regard de ce que nous exposent les organisations syndicales que depuis 4 ans, cette stratégie aboutit à un double échec : grandes difficultés d'exercice de leurs missions pour les agents et défaut de protection pour les usagers de notre service public », constate les élus du Groupe Socialiste - Europe Ecologie les Verts - Parti Communiste - Divers Gauche dans un courrier co-signé par [Darida Belaïdi](#), [Gisèle Brun](#), [Sylvie Fare](#), [Delphine Jordan](#), [Sophie Rigaut](#), [Noëlle Trinquier](#), [Xavier Bernard](#), [André Castelli](#), [Jean-François Lovisolo](#) et [Max Raspail](#).

Des signaux d'alerte bien avant la crise

Ecrit par le 2 juillet 2026

Les élus d'opposition estiment également que « les agents se sentent dépossédés de leur expertise sociale ou médico-sociale, ils disposent de moins de temps pour la prévention, moins de temps auprès des bénéficiaires, le cœur de leur métier. Ajouté à cela un glissement des responsabilités, plus de situations à risque à traiter, l'alerte sur les risques psychosociaux pour les agents est donnée depuis bien avant la crise sanitaire. Les ruptures de protection de l'enfance, notamment l'impossibilité d'assurer les mesures de suivi à domicile de manière soutenue, conformément aux décisions de placements administratifs nous alertent particulièrement. »

Mettre les moyens à la mesure des enjeux

« Au regard de cette situation, notre groupe a jugé nécessaire de rencontrer les organisations syndicales et d'échanger sur les préoccupations des personnels, poursuivent les signataires de la lettre. Cela nous est apparu d'autant plus important que notre collectivité, comme toutes celles du pays, se confronte au bouleversement que provoque dans la population la crise sanitaire. Dans cette crise, l'amplification des violences intrafamiliales (+11% selon les chiffres du ministère de l'Intérieur) nécessite une solidarité professionnelle qui est celle des politiques publiques du département. Elle nécessite d'y mettre les moyens à la mesure des enjeux. »

Réponse insatisfaisante

« Dans cette situation, concluent les 10 conseillers départementaux, nous ne pouvons nous satisfaire de la réponse faite par le président du Conseil départemental et nous demandons à ce que s'engage une révision des dispositifs en concertation avec les professionnels au plus près du terrain, avec une attention soutenue dans le secteur de la protection de l'enfance. »

'La Logitude' : un toit abordable pour les étudiants, une présence bienveillante pour les seniors

Ecrit par le 2 juillet 2026



Depuis 2009, l'association 'La Logitude propose des solutions de cohabitation inter-générationnelle entre étudiants, apprentis et seniors.

« L'idée est venue de ma voisine, Andrée, 76 ans, qui vivait seule dans 180m². Je lui ai suggéré, avec l'accord de sa famille, d'accueillir une étudiante chez elle » explique Stella Bacchiocchi, directrice et créatrice de [l'association 'La Logitude'](#) en 2009.

Depuis, cette solution de 'cohabitation inter-générationnelle' a permis à une soixantaine de personnes âgées de rester chez elles et à autant de jeunes actifs d'avoir une chambre conviviale, un lien social, une présence.

« C'est comme une grand-mère qui me prépare des petits gâteaux, ou qui me laisse une part dans le frigo quand je rentre le soir » explique une étudiante.

Ecrit par le 2 juillet 2026

« **C'est un partage, une rencontre, une expérience enrichissante.** »

Martine Nectoux, cadre infirmier et formatrice en soins palliatifs, préside 'La Logitude' : « C'est un partage, une rencontre, une expérience enrichissante, un parcours à deux gagnant-gagnant.

« Le Vaucluse est l'un des départements les plus pauvres de France, le prix des loyers est prohibitif pour les étudiants qui sont majoritairement titulaires d'une bourse et les personnes âgées sont frappées par l'isolement, cette association leur apporte une solution à moindres frais » explique-t-elle.

Reconnue d'intérêt général en 2015, rejointe depuis par la Mutuelle générale, La Logitude est un tremplin vers une solution de logement peu cher et encadré par une charte. D'un côté, la personne âgée a une présence qui comble sa solitude et un complément de revenus. De l'autre, le/la jeune (18-30 ans) a une chambre et un environnement chaleureux. Certes, des freins existent comme la crainte de l'inconnu, le risque de payer plus d'impôts, avoir la charge des repas, plus de frais d'électricité, d'eau, de chauffage. Mais l'association veille... L'étudiant verse une indemnité mensuelle (entre 60 et 200€) pour payer les charges mais il ne se transforme pas en garde-malade.

Besoin de lien social

Discrétion, solidarité, respect, convivialité, savoir-vivre, bienveillance sont les valeurs de La Logitude qui fait partie du Réseau Così (Cohabitation solidaire intergénérationnelle) et du Réseau Cohabilis (Créateur de liens par l'habitat). Hors-Covid, des animations sont organisées, cafés, goûters, tango, théâtre pour des rencontres, des échanges entre juniors et seniors. Avec la crise, elles ont été interrompues mais le besoin de lien social devrait déboucher sur un développement de ce type de structure qui apporte un supplément d'âme. Alors, si vous êtes âgé, seul, et que vous vivez dans une maison trop grande maintenant que vos enfants l'ont quittée, pensez à La Logitude qui vous permettra d'avoir une présence, une complicité et peut-être une vraie amitié.

Contact : www.lalogitude.org - 49 ter, Rue du Portail Magnanen. Avignon - 04 90 85 26 22

Quel avenir pour le Flunch de Mistral 7 ?

Ecrit par le 2 juillet 2026



Suite à [la demande récente d'ouverture d'une procédure de sauvegarde](#), la chaîne de restauration Flunch vient de dévoiler une première liste de 57 établissements amenés à être cédés ou fermés. Parmi eux figure le restaurant situé dans le centre commercial Mistral 7 à Avignon. Dans la région, les sites de Martigues et Plan-de-Campagne sont également menacés.

A l'inverse, les Flunch implantés au Pontet dans la zone commerciale d'Avignon-Nord, à l'Intermarché de Cavaillon ainsi que dans celui d'Hyper U à Pertuis devraient être conservés par la première chaîne française de restauration en libre-service.

Déjà des fermetures en 2018 et en 2012

Ce n'est pas la première fois que l'enseigne ferme des cafétérias en Vaucluse. En effet, le Flunch (contraction de fast lunch) de Carpentras a définitivement fermé ses portes en 2018 après 13 ans de présence dans la galerie marchande du centre commercial Leclerc.

En 2012, c'est l'établissement du centre-ville d'Avignon situé boulevard Raspail qui avait arrêté son activité.

Les 13 salariés avaient alors été reclassés en étant répartis sur les deux restaurants de Mistral 7 et du Pontet.